

Le 1er janvier, le Royaume-Uni a officiellement quitté l'Union européenne. Le mois de décembre a été une montagne russe de négociations intenses, de bluffs britanniques pour partir sans accord, et de pressions internationales intenses sur le respect de l'accord du Vendredi Saint et du processus de paix irlandais. À la dernière minute, le Premier ministre britannique Boris Johnson a cédé et a signé un accord qui répond largement aux exigences de l'UE et, surtout, empêche la création d'une frontière dure sur l'île d'Irlande.

Le gouvernement conservateur avait menacé d'abandonner le protocole sur l'Irlande et l'accord sur l'Irlande du Nord qu'il avait négocié et signé un an auparavant. Cette décision aurait violé le droit international et l'accord du Vendredi Saint. La nouvelle administration Biden a clairement fait savoir que le Royaume-Uni n'aurait pas de traité commercial avec les États-Unis si le processus de paix irlandais était mis en péril. Au Canada, le Comité des affaires étrangères et le Comité du commerce international de la Chambre des communes ont adopté à l'unanimité des résolutions demandant au gouvernement de veiller à ce que tout accord commercial futur avec la Grande-Bretagne soit conforme à l'Accord du Vendredi saint. Les résolutions respectives ont été proposées par le député néo-démocrate Jack Harris de Terre-Neuve et Daniel Blaikie du Manitoba et ont été adoptées à l'unanimité.

Cette pression internationale a éliminé tout dernier espoir de pouvoir quitter l'UE sans accord. En fin de compte, la Grande-Bretagne a accepté de respecter ses engagements en vertu de l'accord du Vendredi saint et du protocole sur l'Irlande et l'Irlande du Nord. Cela a essentiellement tracé une frontière dans la mer d'Irlande et créé une situation où l'Irlande du Nord est effectivement sous deux juridictions.

Cette situation a déjà provoqué des tensions, l'UE ayant fait un faux pas majeur en menaçant d'invoquer une clause qui imposerait des contrôles sur les exportations vers l'Irlande du Nord, bien que celle-ci fasse toujours partie du marché unique, afin d'empêcher les vaccins COVID-19 de sortir d'Irlande et d'entrer en Grande-Bretagne via l'Irlande du Nord. Quelques heures plus tard, Bruxelles a fait marche arrière après les protestations furieuses du Royaume-Uni et du gouvernement irlandais. Le parti unioniste démocratique (DUP) a profité de cette gaffe pour demander l'abandon total du protocole. La rhétorique stridente du DUP trouve un écho dans la rue: des graffitis anti-Protocole sont peints sur les murs des quartiers loyalistes et des menaces sont proférées à l'encontre des travailleurs portuaires.

Début février, Edwin Poots, ministre de l'agriculture du DUP d'Irlande du Nord, a ordonné aux travailleurs portuaires de Belfast et de Larne de ne pas se rendre au travail, en raison, semble-t-il, de menaces non précisées proférées par des paramilitaires loyalistes. Cependant, le DUP est clairement en mode panique, car le Brexit qu'il a bruyamment soutenu a maintenant dessiné une frontière en mer d'Irlande. De plus, de récents sondages montrent que les électeurs unionistes modérés désertent le DUP pour le parti de l'Alliance. Le Sinn Féin est désormais de loin le parti le plus populaire en Irlande du Nord et sera probablement le principal parti au gouvernement après les prochaines élections à l'Assemblée. Cela conduira inévitablement à un scrutin frontalier sur l'unité irlandaise.

Le statut actuel d'entre-deux de l'Irlande du Nord est intenable à long terme et finira par évoluer dans l'une des deux directions suivantes. Soit le protocole sera abandonné pour intégrer davantage les six comtés dans le Royaume-Uni post-Brexit (favorisé par le Parti unioniste démocratique), soit il y aura un référendum sur l'unité irlandaise (favorisé par le Sinn Féin). La majorité des habitants d'Irlande du Nord, qu'ils soient unionistes, nationalistes ou autres, ont voté en faveur du maintien dans l'UE lors du vote sur le Brexit en 2016, et cette opinion reste majoritaire. En outre, des sondages récents ont montré pour la première fois qu'une majorité globale dans le Nord soutient l'idée d'une Irlande unie. Dans un article

stimulant publié dans l'Irish Times (voir le lien ci-dessous), le professeur Brendan O'Leary, de l'Université de Pennsylvanie, écrit qu'un vote sur l'unité irlandaise est inévitable et que la discussion sur ce à quoi ressemblerait une Irlande unie et comment elle pourrait être réalisée doit commencer maintenant.

Maintenant que la poussière du débat sur le Brexit retombe, la question de l'unité irlandaise est susceptible de dominer le paysage politique irlandais pour la prochaine décennie. Un sondage publié en janvier pour le Sunday Times montre qu'une majorité (51%) est désormais favorable à un vote sur l'unité irlandaise dans les 5 prochaines années et qu'une majorité d'électeurs d'Irlande du Nord pense qu'il y aura une Irlande unie dans les 10 ans. Au Canada, Friends of Sinn Fein a lancé une pétition demandant un scrutin frontalier sur l'unité irlandaise (voir lien ci-dessous). Alors que nous entrons dans le centenaire de la partition de l'Irlande en 1921, les Canadiens d'origine irlandaise devraient encourager la conversation sur ce à quoi ressemblerait une Irlande unie et soutenir les appels à un vote sur cette question dans les cinq prochaines années.

[https://www.irishtimes.com/opinion/a-referendum-on-irish-unity-is-coming-whether-we-like-it-or-not-1.4454681,](https://www.irishtimes.com/opinion/a-referendum-on-irish-unity-is-coming-whether-we-like-it-or-not-1.4454681)

<http://www.fosfc.com/> - Friends of Sinn Fein Canada (petition)

<https://www.irishtimes.com/news/ireland/irish-news/poll-finds-majority-favours-holding-a-border-poll-in-next-five-years-1.4466826>